

ASSEMBLEE GENERALE DE LA FDSEA DU TARN

VENDREDI 6 MARS 2009

RAPPORT ORIENTATION JEAN CLAUDE HUC (Président)

PLAN

Introduction :

Le contexte est marqué par les crises :

- crise agricole
- crise financière mondiale

dans cette conjoncture : humilité mais responsabilité

1- le discours du président de la république est séduisant mais...arrêtons de multiplier les contraintes qui découragent

2- la pac doit accompagner les agriculteurs :

- demande de la franchise
- demande/zones intermédiaires
- simplification

3- encourager l'agriculture, c'est lui donner les moyens de produire :

pour produire les agriculteurs ont besoin :

- de foncier accessible : besoin de safer, circonscrire l'urbanisme, et le photovoltaïque au sol, arrêter d'inciter à l'agrandissement à outrance,
- besoins de filières : semences, organisation coop...
- besoin de mécanismes fiscaux et assurantiels pour gérer volatilité
- besoin d'innovation : eau, phyto, semences, génétique, informatique, agro équipement...

et besoin aussi de partenaires : rgpp, filières, opa (techniciens)

Conclusion :

- les métiers de l'agriculture sont modernes ! l'agriculture a besoin d'hommes et de femmes formés, impliqués, entrepreneurs
- la fdsea veut inscrire ces orientations et les partager dans le pad
- n'attendons pas tout des aides
- les agriculteurs resteront au cœur du tarn !

Mesdames, Messieurs,
Messieurs les élus,
Mes chers amis,

Merci à tous d'être présents aujourd'hui.

(INTRODUCTION : Un contexte marqué par « les crises » : réagissons !)

En guise d'introduction je souhaite rappeler que nous venons de vivre une année agricole 2008 très difficile. Quelle profession aurait supporté tout cela en si peu de temps ?

- En 2008, la fièvre catarrhale a gagné notre département,
- les prix des intrants qui ont explosé,
- Le prix du lait qui est reparti à la baisse, comme celui des céréales,
- Les viticulteurs qui sont affaiblis par plusieurs années de crise et menacés par la censure .
- Les éleveurs de porcs s'endettent
- Pas de perspectives pour les éleveurs laitiers du bassin de Roquefort...
- Tout au long de 2008, les polémiques se sont poursuivies et succédées en matière d'OGM
- et comble de l'année dernière : l'opinion publique a régulièrement accusé les agriculteurs d'être responsables de l'augmentation des prix à la consommation

tout cela bien sûr relayé par les médias qui en font leur choux gras.

Des problèmes techniques, les paysans, nous en avons toujours connus. Mais là aussi, en 2008, nous avons été « servis » : je ne m'étendrai pas sur les conditions climatiques du printemps qui ont perturbé les semis et les foins et encore moins sur celles de l'automne qui ont des conséquences directes sur nos assolements.

2008, c'est aussi un contexte mondial sur fonds de crise financière et de récession: la morosité et la sinistrose sont partout.

Dans cette conjoncture, notre syndicat a une vraie responsabilité envers la profession : nous ne pouvons pas nous contenter de nous morfondre. Nous ne pouvons pas non plus nous vanter d'avoir des réponses toutes faites. Les experts n'arrêtent pas de se contredire sur l'évolution des marchés. La crise nous invite à faire preuve plus que jamais d'humilité ... et nous appelle aussi à réagir.

Depuis quelques mois, nous vivons à la mode américaine du « oui, nous pouvons » : oui, nous devons nous donner les moyens d'assumer nos responsabilités de producteurs d'aliments, d'énergie et de paysages.

Je suis personnellement convaincu que notre métier d'agriculteur sera économique ou ne sera pas. Pour cela au-delà des discours, j'en appelle aussi à l'accompagnement efficace de tous nos partenaires

Voilà les orientations je vous propose de développer maintenant.

(Un discours du président de la République séduisant mais...)

Tout d'abord, permettez-moi ici de vous dire combien j'ai apprécié un certain nombre de propos exprimés par Nicolas Sarkozy le 19 février dernier lors de son passage dans le Maine et Loire.

Il est heureux que le Président de la République reconnaisse le courage, la détermination et la place si importante des agriculteurs en France !

Il est heureux que l'agriculture soit reconnue comme un secteur stratégique pour notre économie et de rappeler qu'elle est à l'origine d'un excédent commercial de 10 milliards d'euros !

Il est heureux que Monsieur le Président souhaite que chaque agriculteur puisse vivre du fruit de son travail tout en répondant aux attentes de la société !

oui, comme vous, Monsieur le Président, nous souhaitons plus de régulation des marchés de matières premières agricoles et nous souhaitons que soit clarifiés les objectifs des négociations à l'OMC.

Notre président s'indigne devant le fait qu'en 40 ans les prix agricoles ont été divisés par 2 contrairement à ceux des aliments: nous aussi nous nous indignons !

Nous voulons que la recherche et l'innovation soient placées au cœur de nos stratégies agricoles et que la recherche variétale soit encouragée ! nous souhaitons, nous aussi, que l'effort considérable que fait l'agriculture pour s'adapter aux nouveaux défis environnementaux soit mieux valorisé !

N'empêche aujourd'hui, entre ce discours et la réalité des agriculteurs tarnais... je vois beaucoup de différences, beaucoup d'incohérences et de nouvelles contraintes pour nos exploitations !

(Arrêtons la multiplication des contraintes sur nos exploitations !)

Je le disais en démarrant mon propos, 2008 a été une année complexe suite aux fortes variations sur les marchés de nos produits et sur les marchés des intrants.

Mais comme si cela ne suffisait pas, nos pouvoirs publics n'ont de cesse de nous rajouter des contraintes coûteuses, improductives et tellement compliquées à mettre en œuvre.

Quelques exemples ?

- la mise en place de couverts intermédiaires sur des parcelles en zone vulnérable : ok mais venez me montrer sur le terrain
- des vaccinations faites par des vétérinaires débordés sans stock suffisant de vaccin et tandis que les animaux sont dehors ?
- la corvée des enregistrements redondants de toutes nos pratiques
- la suppression systématique des molécules phyto
- et ne parlons pas des perpétuelles évolutions des règles sociales
- ni de la fameuse taxe équarrissage ou de la redevance pollution...

et bien je le dis et le répète : arrêtons la multiplication des contraintes sur nos exploitations !

Répondre aux attentes de la société ne doit pas être un prétexte pour multiplier sans fin les contraintes imposées aux agriculteurs.

A chaque contrainte supplémentaire correspond un coût ou une taxe qui ne fait l'objet d'aucune répercussion sur le prix des productions agricoles. A force d'en rajouter, les agriculteurs sont aujourd'hui pénalisés par des distorsions de concurrence avec nos voisins européens ou nos concurrents mondiaux. Il ne faudrait pas que « l'objectif terres 2020 » se termine par des décisions d'une autre planète !

Messieurs, mesdames les représentants des pouvoirs publics, nous savons que notre avenir passe par de nouvelles convergences entre agriculture et environnement mais ne nous demandez pas d'assumer seuls la sécurité alimentaire, la protection de l'environnement, l'entretien de nos paysages et les charges qui vont avec! ce n'est pas ainsi que vous encouragez les agriculteurs, bien au contraire !

Les agriculteurs n'ont pas attendu le grenelle pour faire converger leur pratiques avec le respect de l'environnement.

(la politique agricole commune doit accompagner l'agriculture!)

Pour accompagner l'agriculture il y a un outil formidable qui s'appelle la PAC. La politique agricole commune nous a permis d'atteindre les objectifs fixés après guerre.

Mais les dernières décisions annoncées dans le bilan de santé vont-elles vraiment encourager les agriculteurs face aux défis actuels ?

Tout le monde s'accorde à dire que les marchés agricoles doivent être régulés et que l'intervention est indispensable... mais c'est tout le contraire qui s'applique et un à un tous les dispositifs de préférence communautaire sont supprimés !

Concernant les dernières annonces de M Barnier, nous ne pouvons que nous réjouir de la mise en place d'un soutien économique renforcé pour l'élevage ovin et l'élevage à l'herbe en général, pour la filière laitière en zone de montagne, pour la production de veau label, pour la production de blé dur et de protéines végétales et en faveur de l'agriculture biologique en place. Nous ne pouvons que nous féliciter de la revalorisation de l'ICHN et du maintien des crédits PHAE. Nous le demandions depuis longtemps.

Je suis plus réservé sur les conséquences réelles de cette redistribution d'aides sur nos exploitations tarnaises. Je suis inquiet car cette redistribution va entraîner des prélèvements dans un contexte de baisse de prix. Comme nous l'avons déjà écrit à tous les élus tarnais et aux responsables de la FNSEA, nous demandons l'application d'une **franchise** sur les prélèvements.

En effet, le Tarn est un département de polyculture-élevage. Les exploitations tarnaises font 70 ha de moyenne. Cela veut dire que les exploitants tarnais ont développé des productions spécifiques ou à forte valeur ajoutée sur des surfaces maîtrisées.

L'application de cette franchise permettrait d'éviter des variations trop brutales de soutien, ces variations pouvant perturber la viabilité d'une exploitation. Ce seuil par exploitation plutôt que par hectare ou par DPU pourrait tenir compte du nombre d'actifs et indiquerait clairement la volonté de maintenir le nombre d'exploitations ! Nous sommes déjà un certain nombre en France à solliciter cette franchise : souhaitons que nous soyons entendus !

Pour encourager les agriculteurs tarnais, nous souhaitons aussi que notre département soit reconnu comme zone de production de céréales dite « **intermédiaire** ». Je veux dire par là que nous ne sommes pas, dans le Tarn, des « scopeurs » du bassin parisien ! Nous ne bénéficions ni des mêmes conditions météorologiques, ni des mêmes sols, ni des mêmes conditions de production.

Pour encourager les producteurs laitiers qui manquent cruellement de perspectives, nous souhaitons que le soutien spécifique prévu pour les laitiers en zone de montagne s'applique à toutes les zones de collecte de « **faible densité** ». Tous Les producteurs du sud ouest sont concrètement menacés si un soutien spécifique ne vient pas en complément de la politique de contractualisation !

Concernant ce bilan de santé, permettez-moi seulement d'exprimer une dernière crainte : celles des **contraintes à venir** ! Je ne veux pas me répéter ni insister trop lourdement, mais quelles seront les conditions à respecter par les éleveurs qui pourront bénéficier de la nouvelle aide à l'herbe ? De grâce, pas de nouvelles usines à gaz ni de nouvelle machine à exclure !

A chaque nouvelle réforme, nous voyons de nouvelles règles et de nouveaux critères inapplicables sur nos exploitations ! Vous souvenez-vous de la mise en place des DPU avec leurs lots de clauses et autres règles d'activation ?

Savez-vous que des agriculteurs nous ont demandé de créer un service pour les aider dans leurs démarches administratives et leurs enregistrements ?

Mon vœu le plus cher est que la simplicité éclaire les 3 groupes de travail qui vont écrire ces règles et que la simplification soit leur credo !

Enfin, vous le savez : les agriculteurs ont besoin de perspectives et au-delà du bilan de santé de la pac je m'interroge : où en sommes-nous sur l'après 2013 ? où en sont nos élus européens ?

(Encourager l'agriculture et les agriculteurs, c'est leur donner les moyens de produire !)

Bien au-delà des soutiens européens, encourager l'agriculture et les agriculteurs, c'est aussi tout simplement leur donner les moyens de produire !

Cela peut vous paraître une évidence, mais il est bon de rappeler que le **foncier agricole** est une ressource naturelle non renouvelable. J'ai appris dernièrement que des pays comme la Chine, la Corée ou les Pays du Golfe sont en train d'acheter ou de louer des terres au Soudan, en Indonésie ou à Madagascar pour assurer leur sécurité alimentaire. En France, 60 000 ha de terres sont perdues pour l'agriculture

chaque année. Il est urgent de diminuer la consommation d'espaces agricoles! Il est urgent de maîtriser l'étalement urbain, d'endiguer le mitage. En clair : arrêtons le gaspillage de foncier !

C'est aussi dans ce contexte que notre position est claire vis-à-vis de tous les projets d'usine photovoltaïque au sol. Avons-nous aujourd'hui les moyens de mobiliser de façon irréversible des hectares pour produire de l'énergie ?

En octobre dernier, la FNSEA et les représentants nationaux des collectivités territoriales ont signé un cadre de coopération « agir pour protéger le foncier agricole ». Notre politique d'aménagement du territoire doit être ambitieuse et intégrer la gestion économe et rationnelle de l'espace. Les agriculteurs sont des acteurs incontournables du territoire : il est fondamental de consulter lors de projets d'aménagement ou de mise en place de nouvelles structures. Il faut que la réalisation des diagnostics agricoles soit systématique lors de l'élaboration des documents d'urbanisme.

Il est tout aussi bon que la profession dispose des outils que sont les SAFER ou le contrôle des structures.

Nos représentants de la section des fermiers et métayers ont participé à la réflexion nationale sur le portage du foncier et la nécessité de trouver de nouveaux investisseurs. Poursuivons cette réflexion et n'hésitons pas à être inventif!

Donner les moyens aux agriculteurs de produire, c'est aussi tout simplement leur laisser accès à l'innovation que permettent les recherches variétales, les recherches génétiques, agronomiques, énergétiques et disons-le biotechnologiques! Les agriculteurs utilisent régulièrement les nouvelles technologies que ce soit dans l'agro équipement, dans leurs installations d'élevage ou dans leur bureau... La chimie a aussi donné aux agriculteurs des solutions pour protéger les plantes ou les animaux. C'est au gré de l'évolution de ces innovations que nos pratiques n'ont cessé de progresser et de s'adapter. Nos pratiques ont évolué, évoluent, et évolueront encore. Mais encore faut-il que nous puissions accéder à ces innovations et que le seul principe de précaution ne nous empêche pas d'avancer!

Donner aux agriculteurs les moyens de vivre de leur travail dans le contexte actuel de volatilité de prix, c'est aussi leur donner des outils comptables et fiscaux pour gérer au mieux leur entreprise.

L'assurance récolte et les dotations pour aléas se mettent en place : nous serons vigilants sur la mise en œuvre de ces mesures et sur leur efficacité.

Enfin, donner aux agriculteurs les moyens de produire, c'est leur donner les moyens de valoriser leur production !

Lors de son dernier congrès à Nantes, la FNSEA a consacré son rapport d'orientation sur la nécessité pour l'agriculture de « mieux s'organiser pour valoriser plus ».

Agriculteurs, nous devons être acteurs du développement de nos filières !

Le prix de nos produits est le résultat de l'offre et de la demande. Il est de notre responsabilité de mettre en marché des produits qui correspondent à un besoin: en volume, en segmentation, à la bonne période. Etre acteur, c'est aussi connaître et

maîtriser les coûts de revient, maîtriser les quantités et aussi les cahiers des charges. Soyons imaginatifs pour produire ce qui se vend et pour développer de nouveaux débouchés que ce soit en productions animales ou végétales.

Au sein de nos filières, le rapport de force est souvent déséquilibré face aux distributeurs. Avoir la taille critique, c'est-à-dire celle qui permet de peser sur un marché, d'organiser l'offre, de se doter des moyens logistiques ou en capitaux doit être un objectif pour nos organisations de producteurs. Dans cette perspective d'organisation collective, la coopération se doit d'être plus qu'un simple partenaire. Elle doit être un acteur pivot d'une organisation économique favorable aux producteurs. Au sein de la coopération et de sa gouvernance, nous devons être présent !

Sur l'exemple de la filière porcine, le rapport Besson met en évidence le fait qu'il n'y a plus de lien entre le prix du cochon et celui du jambon » : ainsi quand le prix à la production recule, le prix de détail continue d'augmenter. Dans ce même rapport, M Besson a identifié les niveaux de marges chez tous les intermédiaires : 5% pour l'abattoir, 4% au stade industriel, 25% à la distribution...il en conclut qu'en France, les niveaux de prix élevés sont dus aux marges importantes de la grande distribution...

Dernièrement ce sont les associations « Familles rurales » et « UFC Que Choisir » qui ont mis en avant les décalages entre les prix payés aux producteurs et ceux payés par les consommateurs.

Dans ce rapport de force avec la grande distribution, syndicalistes et responsables d'organisations de producteurs, nous avons un combat à mener ensemble : celui de la rémunération de notre travail, intégré dans notre prix de revient. Les producteurs et le prix de leurs produits ne peuvent plus être la seule variable d'ajustement.

Le prix doit être négocié dans un marché transparent, bénéficiant de concurrence loyale, ne résultant d'aucun dumping social, environnemental ou sanitaire.

Je ne suis pas persuadé que la dernière loi de modernisation de l'économie nous aide dans ce rapport de force. Attaquer et démolir nos interprofessions comme cela s'est passé l'été dernier pour l'interprofession laitière n'est pas non plus un moyen de nous aider !

Les pouvoirs publics se désengagent de toute régulation et face à l'instabilité des marchés, la contractualisation peut constituer un élément de réponse. Mais seulement s'il s'agit pas d'une contractualisation collective, pourquoi pas en interprofession ?

Pour produire, mieux valoriser leur production et vivre de leur métier, les agriculteurs ont aussi besoin de partenaires !

Dans le contexte difficile que nous avons connu en 2008, la FDSEA du Tarn a rencontré les fabricants d'aliments du bétail et les organismes stockeurs ainsi que tous les partenaires des agriculteurs : banques, assurances, MSA. Nous avons besoin de partenaires non seulement dans les moments difficiles mais toute l'année. Seuls les agriculteurs ne pourront rien. Nous avons besoin de partenaires scientifiques, commerciaux, techniques, financiers et assurantiels et de partenaires politiques...

Pour encourager et accompagner les agriculteurs, j'en appelle à la responsabilité de tous nos partenaires !

Je souhaite aussi que la dernière née, la toute nouvelle DDEA, fruit de l'application de la réforme du régime général des politiques publiques (la fameuse RGPP) soit une réelle partenaire pour nous comme l'était jusqu'à ce jour la DDAF. J'espère que le ministère de l'agriculture sera encore longtemps un partenaire potentiel de notre agriculture : selon des bruits de couloir son avenir serait en question ?

Au passage j'en profite aussi pour saluer les initiatives nées du partenariat entre les représentants salariés et employeurs : la rénovation du logement des salariés, la charte et toutes les opérations de communication entreprises pour faire connaître les opportunités d'emploi dans l'agriculture.

Conclusion :

Il y a bientôt 12 ans, les premières lignes de notre projet agricole départemental étaient écrites, à l'initiative de la FDSEA.

Aujourd'hui, la donne a changé et il est temps pour nous de rénover ce projet. C'est pour cela que le 23 février dernier, en conseil d'administration et avec les sections, nous avons lancé la mise à jour de ce PAD. Mettre en avant l'installation-transmission, les hommes et l'emploi, les performances technico-économiques de nos exploitations, la valorisation et la diversification de nos productions, permettre un développement concerté de l'agriculture sur nos territoires et favoriser l'environnement : tels sont les 6 axes de travail que nous avons commencé à explorer.

En fait, au cas où vous auriez encore un doute, je dirai simplement que « oui : les métiers de l'agriculture sont modernes ! »

Oui, l'agriculture est source de projets, d'opportunités et d'accomplissement. C'est une valeur sûre de notre économie, indispensable pour l'équilibre de nos territoires mais qui, je crois, ne pourra être durable que si les agriculteurs sont encouragés et accompagnés dans leur métier.

C'est uniquement à ce prix que des jeunes s'engageront et s'installeront.

Soyons clairs entre nous, je crois qu'il ne sera durable que si nous, agriculteurs et agricultrices, nous sommes impliqués, entreprenants, prêts à nous former, gestionnaires. présents dans les réseaux syndicaux mais aussi dans toutes les organisations professionnelles.

Sur nos exploitations, plus que jamais, il faut aujourd'hui que nous soyons bien conscients que notre métier sera économique ou ne sera pas.

Alors n'attendons pas tout des aides !

Faut-il se lancer dans la course aux hectares, aux DPU et à l'agrandissement ?

Ou plutôt faut-il valoriser des filières spécifiques, des systèmes plus adaptés ?

Dans le Tarn nous connaissons bien la gestion de l'eau et de l'irrigation, le développement de la vente directe, les filières semences, les filières sous signe de qualité, l'agro tourisme...

Comme cela a déjà été exprimé lors de notre première journée de réflexion sur le projet agricole départemental : pourquoi ne pas être plus imaginatifs dans nos relations entre éleveurs et producteurs de céréales !?

C'est à cette condition que nous pourrons continuer à vivre de notre métier dignement pour nous et notre famille.

Je crois que c'est à cette condition que

« Les agriculteurs resteront au cœur du Tarn »

Merci pour votre attention.